

**Point de presse de la porte-parole -  
Allemagne/Entretien entre Mme  
Nathalie Loiseau et son homologue  
allemand, M. Michaël Roth -  
Francophonie/Journée  
internationale de la  
Francophonie/Semaine de la langue  
française et de la Francophonie -  
Israël/Territoires  
palestiniens/Attaques en  
Cisjordanie et à Jérusalem -  
Environnement - Participation de la  
France au forum mondial de l'eau -  
Iran - Syrie - Exportation de  
matériels de guerre -  
Israël/Territoires palestiniens -  
Protection des données personnelles  
- Russie**

(Paris, 19 mars 2018)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Allemagne - Entretien entre Mme Nathalie Loiseau et son homologue allemand, M. Michaël Roth (Paris, 19 mars 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, a reçu ce matin son homologue allemand, M. Michaël Roth, quelques jours après la rencontre entre M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et M. Heiko Maas, ministre fédéral des affaires étrangères.

La visite de M. Roth, immédiatement après celle, le 16 mars, à Paris de la chancelière, Mme Angela Merkel, et avant le Conseil européen des 22 et 23 mars, témoigne de notre volonté de renforcer encore le partenariat franco-allemand et de refonder l'Union européenne.

Mme Loiseau et M. Roth ont échangé sur les grands thèmes du prochain Conseil européen et du sommet de la zone euro du 23 mars. Ils ont également fait le point sur les travaux en cours pour élaborer un nouveau traité de l'Elysée, comme annoncé par le président de la République et la chancelière le 21 janvier 2018.

Ils ont travaillé sur la façon dont les consultations citoyennes sur l'Europe, qui seront menées dans la quasi-totalité des Etats membres à partir d'avril, seront organisées en France et en Allemagne pour pouvoir donner la parole aux citoyens européens et les inviter à exprimer leurs espoirs et leurs attentes vis-à-vis de la construction européenne.

## 2 - Francophonie - Journée internationale de la Francophonie (20 mars 2018) - Semaine de la langue française et de la Francophonie (17-25 mars 2018)

La journée internationale de la Francophonie du 20 mars et la 23ème édition de la semaine de la langue française et de la Francophonie, du 17 au 25 mars, permettront comme chaque année aux francophones du monde de fêter la langue française dans sa diversité. Plus de 1.500 événements seront organisés à cette occasion, associant 70 pays.

La journée internationale de la Francophonie aura pour thème cette année "la langue française, notre trait d'union pour agir".

La Semaine de la langue française et de la Francophonie, coordonnée par le ministère de la culture, mettra en valeur le rôle et les usages de la parole dans la société. 500 librairies, des dizaines d'associations, de bibliothèques, d'établissements scolaires et universitaires, de musées, de théâtres mais également des hôpitaux proposeront des animations. À l'étranger, notre réseau de coopération et d'action culturelle, en coordination étroite avec le ministère de l'éducation nationale, les Instituts français, les Alliances françaises, les établissements d'enseignement du français et l'ensemble des opérateurs français de la culture et de l'éducation proposeront au public des événements à l'occasion de cette semaine.

Le président de la République a fait de la promotion de la langue française et de la Francophonie une priorité. C'est le 20 mars que sera annoncé le plan de promotion de la langue française et du plurilinguisme, à l'élaboration duquel le ministère de l'Europe et des affaires étrangères a pris une part active, en coordination étroite avec l'Institut français et en lien avec de nombreux acteurs, dont l'OIF et l'ensemble des Etats et gouvernements de l'espace francophone.

Le français, deuxième langue la plus apprise dans le monde, avec près de 125 millions d'élèves et environ 900.000 professeurs de français à l'étranger, est la deuxième langue d'information internationale dans les médias, la troisième langue du monde des affaires et la quatrième langue d'Internet. Il est une langue de travail d'importance majeure dans l'ensemble des organisations internationales. Partagée par 274 millions de personnes dans le monde, cinquième langue la plus parlée sur la planète, le français est, avec l'anglais, la seule langue présente sur les cinq continents.

Pour plus d'informations :

<http://www.20mars.francophonie.org/>

<a

href="https://semainelangufrancaise.culturecommunication.gouv.fr/">https://semainelangufran  
ancaise.culturecommunication.gouv.fr/</a>

### 3 - Israël/Territoires palestiniens - Attaques en Cisjordanie et à Jérusalem (16-18 mars 2018)

La France condamne fermement les attaques perpétrées vendredi près de la colonie de Mevo Dotan et dimanche dans la vieille ville de Jérusalem.

Elle présente ses condoléances aux familles des victimes et souhaite un rapide rétablissement aux blessés.

### 4 - Environnement - Participation de la France au forum mondial de l'eau (Brasilia, 18-23 mars 2018)

Le huitième forum mondial de l'eau se tient à Brasilia du 18 au 23 mars 2018. Il réunit les acteurs du monde de l'eau à l'échelle mondiale pour susciter un engagement politique durable en faveur de cette ressource mise sous tension par des besoins croissants, les pollutions et le changement climatique.

La délégation des acteurs français, réunis au sein du partenariat français pour l'eau, est conduite par M. Xavier Sticker, ambassadeur délégué à l'environnement.

Alors que plus de deux milliards de personnes manquent d'un accès sûr et abordable à l'eau potable et à l'assainissement, la France appelle à un engagement déterminé lors de la révision de l'objectif de développement durable consacré à la thématique de l'eau et l'assainissement au prochain forum politique de haut niveau sur le développement durable qui se déroulera à New York du 9 au 18 juillet 2018. La France y plaidera pour l'établissement de leviers d'action spécifiques, tels que le suivi opérationnel des avancées vers les ambitions fixées, la gestion concertée des ressources en eaux partagées par plusieurs Etats comme outil pour la prévention des conflits ou encore des solutions fondées sur la nature.

À l'occasion de ce forum, la France mettra en avant les initiatives qu'elle promeut sur la scène internationale, comme le pacte mondial pour l'environnement et l'initiative CREWS qui vise à donner aux populations des pays en développement, face aux risques d'événements extrêmes liés au climat, l'accès à des systèmes d'alerte précoce via les services hydrométéorologiques.

Pour aller plus loin :

<a

<https://www.partenariat-francais-eau.fr/en-direct-du-8eme-forum-mondial-de-leau-de-brasilia/>><https://www.partenariat-francais-eau.fr/en-direct-du-8eme-forum-mondial-de-leau-de-brasilia/></a>

## 5 - Iran

Q - Pourriez-vous confirmer que les E3 préparent des nouvelles sanctions sur l'Iran pour préserver le JCPOA ?

R - M. Jean-Yves Le Drian s'est exprimé à Bruxelles en marge du conseil affaires étrangères qui se tient aujourd'hui :

"Nous sommes tout à fait déterminés à faire en sorte que les accords de Vienne soient respectés et nous devons agir avec force à cet égard. Mais il ne faut pas exclure pour autant les responsabilités iraniennes dans la prolifération balistique et dans un rôle très contestable dans l'ensemble de la zone du Proche et du Moyen-Orient."

## 6 - Syrie

Q - Est-ce que la prise d'Afrin par l'armée turque et les milices syriennes pose un "réel problème" pour la France comme le président l'a laissé entendre en Janvier et si oui qu'est-ce que la France a l'intention de faire ?

Q - Quelle est la réaction de la France à la prise d'Afrin par l'armée turque, qui y a délogé la milice kurde YPG alliée de la coalition internationale anti EI ?

R - La France exprime sa vive préoccupation face à la situation humanitaire à Afrin où des dizaines de milliers de personnes ont été déplacées et où de très nombreux civils se trouvent dans une situation critique. Elle demande le respect du droit international humanitaire et rappelle que la résolution 2401 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée à l'unanimité le 24 février, exige une cessation des hostilités sur l'ensemble du territoire syrien, ce qui inclut Afrin.

Notre position est constante : les préoccupations légitimes de la Turquie concernant la sécurité de sa frontière ne doivent pas conduire à une implantation militaire dans la profondeur du territoire syrien. Comme M. Jean-Yves Le Drian l'a déclaré, il ne peut être question d'ajouter la guerre à la guerre en Syrie.

Nous continuerons donc d'oeuvrer pour une désescalade des tensions dans le nord de la Syrie. Il est notamment nécessaire d'assurer le libre retour, dans des conditions de sécurité satisfaisante, de la population civile déplacée. Il faut aussi qu'une gouvernance représentative et inclusive de l'ensemble des composantes de la société locale soit mise en place.

La France rappelle que sa priorité reste la destruction de Daech, à laquelle les Forces démocratiques syriennes ont apporté une contribution décisive dont elle leur est reconnaissante. Leurs capacités doivent être préservées.

## 7 - Exportation de matériels de guerre

Q - Que répondez-vous aux critiques selon lesquelles le système de vente d'armes françaises n'est pas suffisamment transparent ?

R - La France dispose d'un système de contrôle des exportations de matériels de guerre robuste et transparent.

L'analyse au cas par cas des demandes de licences s'effectue dans le cadre d'une procédure interministérielle au sein de la commission interministérielle pour l'étude des exportations des matériels de guerre (CIEEMG) et les décisions d'exportation sont prises sous la responsabilité du Premier ministre dans le strict respect des engagements internationaux de la France.

Un rapport sur les exportations d'armement de la France est transmis chaque année au Parlement, et l'édition 2017 est disponible en ligne. La France transmet également chaque année sa contribution nationale au rapport au Parlement européen, conformément à nos engagements au titre de la Position commune 2008/944 définissant des règles communes pour le contrôle des exportations d'équipements et de technologies militaires.

La France participe en outre au registre des Nations unies sur les armes classiques, en communiquant chaque année les informations relatives aux exportations, importations, dotation de ses forces armées et achats liés à la production nationale.

Les règles en vigueur en matière d'exportation d'armements sont disponibles sur le site France diplomatie :

<a href="http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/desarmement-et-non-prolifération/la-france-et-le-controle-des-exportations-sensibles/article/controle-des-exportations-de-matériels-de-guerre">http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/desarmement-et-non-prolifération/la-france-et-le-controle-des-exportations-sensibles/article/controle-des-exportations-de-matériels-de-guerre</a>

## 8 - Israël - Territoires palestiniens

Q - Quelle est votre réaction suite à l'arrestation d'un ressortissant français en Israël soupçonné d'avoir fourni en contrebande des armes à des Palestiniens ?

Q - Un agent consulaire français dans les Territoires palestiniens est accusé par Israël de s'être servi des privilèges associés aux activités diplomatiques pour participer à un trafic d'armes de la bande de Gaza vers la Cisjordanie. Pouvez-vous commenter ces accusations ? Quelle est la position de la France sur ce dossier ?

R - Un membre du personnel technique du Consulat de France à Jérusalem a été arrêté par les autorités israéliennes sous des chefs d'inculpation graves, liés à des faits présumés de trafics d'armes.

Nous prenons cette affaire très au sérieux. S'agissant d'une affaire dont est saisie la justice israélienne, nous veillons à ce que l'ensemble des droits de notre compatriote soient bien respectés et ne faisons pas de commentaires détaillés.

Notre compatriote bénéficie pleinement de la protection consulaire et a pu être visité à plusieurs reprises par notre ambassade à Tel Aviv, y compris par notre ambassadrice elle-même.

Nous sommes en contact constant avec la famille de notre compatriote, ainsi qu'avec les autorités israéliennes.

En outre, le ministre a diligenté une enquête administrative sur place, confiée à l'inspection générale des affaires étrangères, afin de réunir toutes les informations disponibles sur cet événement. Il s'agit aussi d'en tirer toutes les conclusions pour permettre aux agents de notre Consulat général de poursuivre dans les meilleures conditions leur importante mission dans un contexte difficile.

## 9 - Protection des données personnelles

Q - Auriez-vous une réaction aux révélations selon lesquelles Facebook aurait partagé des données avec Cambridge Analytica, qui les aurait utilisées à des fins politiques ? Pensez-vous que la France est à l'abri de cette sorte d'événement ?

R - Cette affaire révèle toute l'importance de la protection des données personnelles des utilisateurs d'internet et notamment des citoyens européens.

Le règlement général de l'UE sur la protection des données personnelles sera applicable dans quelques mois (le 25 mai 2018) et renforcera considérablement la protection de ces données.

Ce règlement va introduire et renforcer de nouveaux droits au bénéfice des citoyens européens, notamment le principe du consentement et la finalité de traitement (l'utilisateur devant être informé la finalité de l'utilisation de ses données).

10 - Russie

Q - Quelle est votre réaction à la réélection de Vladimir Poutine ?

R - Je vous renvoie au communiqué de la présidence de la République relatif à l'entretien qu'a eu ce jour le président de la République avec son homologue russe./.